

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'ESPRIT EUROPEEN

de Manlio Contri

Celui qui observe l'Europe d'aujourd'hui y découvre cette curieuse anomalie: une grande civilisation en lutte acharnée avec elle-même. Elle est, d'une façon instable, ce qu'elle fut pendant si longtemps, d'une façon triomphale, le cerveau du monde; mais elle possède en soi quelques signes de fracture qui l'ont déjà durement secouée et qui pourraient finir par l'anéantir. Ces paroles ne sont pas de nous, mais de l'écrivain anglais, d'origine française, Hilaire Belloc, qui poursuivait comme suit: «Deux grandes causes de fracture se présentent dans le corps de l'Europe, corps que nos aïeux appelaient mieux «la Chrétienté». La première source profonde et plus puissante de conflit interne - est la division de cette société en deux cultures violemment opposées: la culture catholique originale et la culture protestante, d'institution plus récente. Entre l'une et l'autre, l'Occident est lacéré par l'action d'un mépris réciproque qui fait que chacune d'elles est certaine de la victoire finale. Mais la seconde

cause de fracture possède également une puissance grande et funeste. C'est ce que nous pourrions appeler la religion du patriotisme: le culte de la nation considérée comme l'objet suprême d'amour. Hilaire Belloc croit pouvoir indiquer comme date de naissance de cette religion du nationalisme, les années qui suivirent la Réforme: à la destruction de l'unité religieuse succéda un nouvel enthousiasme mystique: chacun se mit à vénérer son propre pays natal, car - dit-il - les hommes doivent bien vénérer quelque chose. Et il ajoute: de ces deux éléments de fracture - la dislocation de la Chrétienté en deux cultures (une catholique et l'autre protestante), et la nouvelle religion du Patriotisme (en vertu duquel chaque province de l'Europe se préférerait à la vie de l'Europe) - dérive notre doute actuel de savoir si l'Europe survivra ou non et si nous perdrons, d'ici peu, les conquêtes qui avaient fait de la Chrétienté non seulement la maîtresse, mais le précepteur du monde entier. C'est à se demander si nous ne sommes

pas en train de glisser vers la barbarie.

Hilaire Belloc écrivit pendant cette période de trêve précaire qui fut instituée entre la Première et la Seconde Guerre mondiale. Nous ignorons s'il était européiste. Il ne semble même pas qu'il ait donné ou ait cherché à donner une réponse à ces propres interrogations. Mais il est certain que s'il s'est posé ces questions, l'Europe, dans le sens où l'entendent les européistes modernes, était dans son subconscient.

Son effort de rechercher ce qui unissait encore l'Europe était évident, même si ce n'était pas d'une façon ostensible; en somme, il s'agissait d'une première tentative de découvrir s'il existait un «esprit européen».

C'est pour répondre à ce type de question - certainement pas à la question spécifique d'Hilaire Belloc, mais de tant d'autres personnes et de tant d'européistes - que la Fondation Européenne Dragan, en collaboration avec l'Université Populaire Romaine, a inauguré un cycle de conférences s'intitulant «L'Esprit Européen».

Le pourquoi d'une initiative de ce genre a été expliqué par le ministre plénipotentiaire Pietro Gerbore dans l'introduction de la première conférence de ce cycle.

LA PROPAGANDE: L'ARME LA PLUS DANGEREUSE

Une nouvelle arme fut découverte lors de la Première Guerre mondiale; une arme bien plus efficace que l'aviation et que l'artillerie: l'arme de la propagande, qui agissait sur les arrières, qui empoisonnait les esprits, qui créait des préjugés et lacérait l'unité européenne. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'unité de l'Europe avait été une réalité, il n'y avait pas besoin de la défendre parce qu'elle était une réalité omniprésente. Un réseau de parenté s'étendait dans toutes les Cours. Au moindre petit trouble de l'équilibre européen, on réunissait le concert des Puissances pour soigner et endiguer l'aggravation des plaies. Bien plus; il y avait la confrérie d'érudits qui, tels les «clerici itinerantes» du Moyen Age, créaient un tissu, une fraternité, un lien spirituel dans le monde de la culture et au sein des différentes

universités. La Première Guerre mondiale lacéra ce tissu. C'est depuis cette époque que la falsification de l'histoire est devenue systématique, facilitée en cela par un travail de spécialistes qui empêchait, en la rendant toujours plus circonstanciées, l'homme d'avoir des notions générales exactes et précises. Un sondage effectué avec des critères sérieux et honnêtes démontrerait qu'aujourd'hui, parmi ceux qui possèdent un diplôme universitaire, règnent les idées les plus fausses sur les événements qui se sont produits en Europe depuis 1870. Le cycle de conférences et de publications organisé par la Fondation Dragan - a ensuite expliqué Gerbore - et par l'Université Populaire Romaine, naît d'une protestation contre cette falsification. C'est une tentative de rétablir la juste perspective et la vérité du processus historique. Il y a, également, une autre intention: celle de venir au-devant des besoins de l'homme commun qui n'a ni le temps ni la possibilité matérielle de s'adonner à la lecture d'ouvrages spécialisés.

ETTORE PARATORE: «NAISSANCE DE L'EUROPE»

C'est au moment où éclata la Première Guerre mondiale et à celui de l'écroulement de l'empire des Habsbourg qui s'ensuivit, événement historique de grande importance, que s'est référé le professeur Ettore Paratore, en rappelant que cet empire représentait effectivement le modèle irremplaçable de coexistence pacifique et culturelle parmi des peuples différents unis, justement, par un fondement historique et civil qui justifiait clairement l'existence d'un tel Etat plurinational. On peut dire que jusqu'en 1700, les livres de voyage, les notes des différents écrivains qui parcouraient l'Europe sont tous chargés d'un esprit d'orgueil national et d'un complexe d'incompréhension vis-à-vis des autres pays. Avec l'époque romantique, avec la fraternisation à travers la guerre, que détermina en réalité l'époque napoléonienne en Europe, tout ceci disparut. D'un livre de Mme de Staël «De l'Allemagne», commença en Europe la capacité de la compréhension réciproque profonde. Tout le XIX^e siècle est rempli de livres dont les principaux auteurs

parlent d'autres nations connues et surtout de celles qui sont plus éloquentes sur le plan artistique, comme l'Italie et l'Espagne. Ils en parlent comme de nations qui pouvaient offrir une garantie de solidarité d'une mésestente entre une puissances et une autre. Ceci est indéniable et c'est avec nostalgie - selon Paratore - que nous pensons maintenant à cette unité spirituelle de l'Europe. Ce fut, justement, à cette période de ce siècle que commencèrent quarante-cinq années fécondes de paix européenne. Mais si nous faisons un pas en arrière de plusieurs siècles, la paix en Europe fut réelle et prospéra sous l'empire romain.

La sagesse administrative et juridique des Romains avait perfectionné ce qui était déjà le sens de la «polis». Le sens de l'Etat était arrivé à cette profondeur de valeur qui permettait à l'individu de se sentir non pas opprimé, mais valorisé. On était arrivé à cette conception du «civis romanus sum», sur la base de laquelle l'homme se sentait citoyen du monde par le fait même d'appartenir à l'empire romain. Le Christianisme et les invasions barbares changèrent totalement le visage de l'Europe. Les nouvelles populations - les peuples germaniques - apportèrent une nouvelle optique du monde. Leur pureté, leur honnêteté furent une rude leçon pour la corruption et la décadence dans lesquelles était tombée Rome. Mais sur-

tout, les populations germaniques portèrent avec orgueil la conscience de leur personnalité vis-à-vis des populations d'origine latine. Elles leur reconnaissaient la supériorité dans le domaine de la culture, mais se sentaient toujours dans des conditions de supériorité, au nom de leur cohésion et de leur force matérielle plus grande. Le rôle fondamental de l'Eglise fut d'adoucir les conditions de servage imposées par les peuples barbares aux vieilles populations latines. Il vint se former par la suite, à la place de l'empire romain, les conditions d'esprit national des différentes populations qui substitue au principe universel étatique de la vieille Rome, le principe universel de l'amour réciproque. Ce principe représente la continuation de l'esprit romain porté à un niveau qui garantisse vraiment, hors de toutes les distinctions nationales, cette continuité du monde gréco-romain, devenue un sens de fraternité universelle. Nous avons, donc, d'une part l'élément positif - peut-être plus solidement positif que l'autre n'était négatif - de la diffusion de la foi chrétienne comme principe de fraternité universelle qui aurait dû, à la longue, garantir la coexistence pacifique des peuples, malgré la diversité des ethnies qui étaient venues se superposer les unes sur les autres. Ceci est démontré par le fait que bien qu'ayant subsisté pendant un millénaire dans le coin extrême oriental de

La Fondation Européenne Dragan et
l'Université Populaire Romaine
Cycle de conférences et de débats
«L'esprit Europe»
Printemps 1982 - Printemps 1983

l'Europe un héritage de l'empire romain -qui était l'empire byzantin - en réalité, justement, grâce à la force et à l'oeuvre de l'Eglise de Rome en Occident, les différentes ethnies barbares - Francs, Burgondes, Alamans et Wisigoths - qui s'étaient partagé

le monde occidental, s'unirent dans le Saint-Empire romain de Charlemagne qui survécut au cours des siècles sous le nom de Saint-Empire romain germanique. En somme, tout au moins jusqu'à Austerlitz (1805), l'Europe assista à une présence d'un super-Etat qui

dominait le centre du continent européen présence qui se prolongea jusqu'en 1914. Quand on parle, aujourd'hui, de réunification de l'Europe, on se trouve en face d'un problème très grave: la moitié de l'Europe, celle qui se situe derrière le rideau de fer, n'a pas adhéré à ce projet.

Passant au projet des Etats-Unis d'Europe, Paratore a observé que les laxismes sont, à ce propos, à l'ordre du jour. Pour faire une comparaison, les Etats-Unis d'Amérique constituent en une agglomération de nombreuses nationalités qui se sont unies entre elles, mais qui ont désormais une langue et une culture communes. Les Etats qui composent cette union se distinguent les uns des autres sur le plan administratif, mais la conscience nationale est nettement une seule. Il est difficile d'imaginer les Etats-Unis d'Europe de la même façon, avec une langue unique, l'anglais par exemple, et que l'on finisse, sur la base d'une anglicisation de la culture, par suivre également une politique commerciale, économique, culturelle, institutionnelle s'inspirant de cette culture. Mais il n'est pas absurde, non plus, d'imaginer les Etats-Unis d'Europe comme capables de valoriser pleinement les différentes traditions des peuples de l'Europe unie. En se coagulant, ils rassurent, sur le plan culturel, la fraternité entre les différentes populations sous la force encore croissante de l'Eglise catholique. La seule chose que nous devrions souhaiter est que ce sentiment de fraternité soit compris également des pays de l'Est, ne serait-ce qu'à travers la voie de l'intérêt économique et commercial qui est, aujourd'hui, le plus éloquant pour les peuples.

UGO BIANCHI: LES CIVILISATIONS PRECHRETIENNES

Le discours s'est élargie avec la conférence du Pr Ugo Bianchi sur «Les civilisations préchrétiennes». L'identité de l'Europe est une identité culturelle qui ne peut pas être «simpliciter» reconnue et identifiée avec l'une des grandes civilisations qui ont trouvé sur le sol européen origine et essor; pas même avec la civilisation romaine. Une Rome qui, si elle a donné une langue, une littérature, une écriture, une culture et une

religion à l'Europe, tout en étant la référence idéale pour l'organisation politique et idéologique de l'Europe à travers l'empire carolingien - et déjà, avant lui, avec les royaumes romano-barbares - trouva en elle-même, à une époque cruciale de son développement, vers la fin du monde antique, une motivation suffisante pour donner vie en Orient et aux limites externes de l'Europe, à la seconde Rome: Constantinople. Et une autre métropole, européenne elle aussi, bien que située à l'extrême limite de l'Europe, put, à son tour, se dire l'héritière de Constantinople, donc de Rome: Moscou; et la Moscou impériale put se considérer la «troisième Rome».

Rome et sa thématique politique et culturelle, religieuse et idéologique sont donc tout à la fois quelque chose de plus restreint et de plus vaste que l'Europe et de «l'esprit Europe»; et toutefois, ils sont une composante essentielle, privilégiée même sur toutes les autres de ce continent et de cet esprit. On aura, en effet, une Europe au sens complet du terme lorsque l'empire de Rome en Occident ne sera plus - comme, par contre, il se passera en Orient et donc hors de l'Europe - un empire de Rome renfermé dans celui qui est encore notre millénaire. Et pourtant, au cours des siècles sombres déjà, entre les Ostrogoths et les Longobards d'abord et puis à l'aube de la dynastie carolingienne, Rome, sa langue, sa culture et sa religion fonderont l'esprit Europe et créeront culturellement et structurellement les conditions préliminaires et nécessaires de ce continent.

En passant à une exploration de la préhistoire religieuse européenne, il faut remonter au-delà de la Rome de César et d'Auguste, au-delà de la Rome de Pompée et des Scipions, à la Grèce. A la Grèce au faite de sa splendeur, pas à celle d'Homère, mais à la Grèce des guerres médiques, la Grèce de Marathon et des Thermopyles. Ici, dans la pleine lumière de l'Histoire, les vers d'Eschyle, dans la première et l'unique tragédie historique qui nous soit restée, «Les Perses», formalisent, sur le plan idéal et d'une histoire interprétée, l'opposition Asie-Europe; en d'autres termes, ils définissent «L'esprit Europe». L'armée dévastatrice du roi Xerxès a franchi l'Hellespont et menace de près la Grèce en une guerre accompagnée de tristes présages, parce que combattue sur

mer et non sur terre, comme le voulait la tradition des Perses. En outre, les Grecs ne tiraient pas à l'arc, mais utilisaient l'épée courte de l'hoplite qui oblige à affronter l'ennemi au corps à corps dans un affrontement où la personne représente elle-même et où chacun est sur le même pied: version militaire de cette autre caractéristique éthique politique qui concerne les Hellènes: ils ne sont ni esclaves, ni sujets de qui que ce soit, contrairement aux Asiatiques.

Certes - selon Ugo Bianchi - il serait emphatique et commémoratif, et même historiquement inexact, de dire que l'Europe, ou mieux l'embryon Europe conçu à l'enseigne de la liberté des hommes, des citoyens et non des sujets, ou à l'enseigne de la démocratie, de la démocratie athénienne, non hostile, d'ailleurs, comme les grandes démocraties de l'Europe moderne, la France des principes immortels, l'Angleterre, parlementaire et libérale, aux entraves de l'impérialisme.

Après cette première annonce d'Europe, celle de la Grèce du V^e siècle, une autre annonce préalable et décisive du continent Europe peut être retrouvée dans l'Italie romaine - dans ce que l'on peut appeler «le continent Italie» parce que l'Italie romaine, surtout lorsqu'elle aura englobé la Gaule cisalpine, montre toutes les caractéristiques du continent européen. Elle est faite de populations qui se reconnaissent dans quelques aspects communs, à commencer par l'aspect linguistique pour continuer par l'aspect religieux. Mais l'Italie est la préfiguration de l'Europe sous d'autres aspects également: c'est un terrain de rencontre de grandes cultures: la phénicienne de Carthage, la grecque, l'étrusque, la gauloise. Au cours du dernier siècle de la République, l'Italie est une image du futur continent Europe, et Rome en est le centre propulseur.

Sous le profil des cultes, l'Occident romain présente des caractéristiques variées: 1) les cultes romains qui expriment la vie religieuse de l'Etat, le loyalisme vis-à-vis de Rome et qui sont essentiellement au nombre de deux: le culte romain et le culte impérial: 2) les cultes syncrétistes romano-barbares. Mais le deuxième siècle apr. J.-C. est également celui qui voit la diffusion des cultes orientaux, des cultes à l'aspect mythique et qui voit, également, la diffusion des cultes «mystériques», Isis, Mithra, une diffusion plus cosmopolite qu'universaliste. Ce sera le

judaïsme, dans un certain sens, mais surtout le christianisme avec sa vaste diffusion dynamique, qui réalisera le type du culte, plus que cosmopolite, universel et universaliste, supranational et à la fois personnel, individuel, dans le monde romain.

Tout ceci en contemplant l'Europe à partir de l'observatoire romain. Mais parlons un peu de l'Europe vue par les Européens, par ces Européens avant la lettre que sont - à égalité de droits - également les peuples transdanubiens et transrhénans. Nous connaissons tous les vicissitudes de la christianisation de ces populations, qui signifie non pas leur entrée dans le sein de l'Europe, mais leur action pour «se faire Europe» et, plus encore, leur «faire Europe». Il est inutile de citer que les noms de Beda, de Boniface, de Willibrordo. Les populations qui habitaient ces régions d'outre-Danube et d'outre-Rhin, ces vastes silences leur tenaient à coeur: il n'était plus permis au Romain ni de procéder vers l'avant ni de rester sur les positions acquises: cette fois, le Rhin devait être franchi, mais en direction de l'Occident, l'équilibre de la balance basculait; l'Europe annonçait sa naissance. Rome, la langue et la culture, mais surtout la nouvelle religion seront encore des éléments décisifs, mais pour un monde nouveau. Il naîtra un monde composite où les obscurités du passé, dures à mourir, se mêlent à des annonces d'une humanité qui, dans certains cas, n'arrive pas à être définie romainement éclairée ou chrétiennement nouvelle.

GUIDO GONELLA: «LE CHRISTIANISME ET L'EUROPE»

Sur le thème du christianisme comme premier ciment de l'unité européenne, premier ciment mais encore actuel, s'est étendu le sénateur Guido Gonella, vice-président du Parlement de Strasbourg. Il a rappelé que justement ces jours derniers tout le monde chrétien a pu assister, avec une profonde satisfaction, à la transmission télévisée de l'embrassade entre le Pape Jean-Paul II et l'Archevêque de Canterbury. Catholiques et protestants ont récité ensemble le Notre Père dans l'antique Abbaye. L'événement est historique. Il peut marquer

un pas en avant vers l'union entre protestants et catholiques. Il n'y a pas d'Europe sans christianisme et il ne peut pas y avoir d'unité européenne sans l'union des chrétiens. Il y a des causes politiques à la division européenne, parmi lesquelles la politique des équilibres fondés sur l'organisation non seulement des amitiés, mais également des inimitiés, sur lesquelles il n'est certes pas possible de construire une organisation internationale stable. A la politique des équilibres succède celle des nationalismes qui déterminèrent une fragmentation politique singulière du continent. Les vingt-six Etats européens de 1914 passèrent aux trente-cinq de 1919 et les frontières s'allongèrent de huit mille kilomètres environ. En multipliant les frontières, on multiplia les barrières douanières, mais également les inimitiés. Il y eut ce que l'on appela la clausturation de la vie des populations: on nia avec les égoïsmes nationalistes le caractère composite de notre civilisation politique. Un historien observait que, par réaction à l'esprit bourgeois de la Révolution française, l'Europe s'acheminait vers une nouvelle ère avec la naissance du grand mouvement anti-individualiste qui va de la démagogie communiste à l'internationalisme social. Le nationalisme donna naissance au nouvel impérialisme qui tua son père, l'impérialisme étant incompatible avec une coexistence pacifique des nationalités.

Au cours des derniers siècles, les guerres européennes avaient eu pour effet de ne déplacer que l'équilibre interne de l'Europe, de l'Espagne à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la France. Maintenant, par contre, est en jeu l'équilibre externe, le prestige même de l'Europe. Aujourd'hui, la lutte est entre l'Europe et l'anti-Europe: l'U.r.s.s. tente, avec une manoeuvre grossière de reverser l'Asie dans l'Europe. L'Amérique nous verra un jour être ses débiteurs: l'Orient chasse les Européens pour consolider les autonomies asiatiques. La seule voie pouvant encore conduire au salut de l'Europe reste la restauration de son unité morale et religieuse, c'est-à-dire chrétienne.

Mais quelle est la nature intime de cette unité? Nous entendons unité européenne comme unité de civilisation. Benedetto Croce écrivait, dans une lettre au «Times»: «Seules les acquisitions spirituelles sont efficaces et durables, et si tant d'empires et tant d'hégémonies politiques se sont succédés dans l'histoire, le christianisme

n'est pas tombé et ne tombera pas, c'est une source perpétuelle de rédemption, de renouveau. Le monde moderne a surtout besoin d'un enthousiasme flamboyant en une foi morale, d'un réveil d'esprit chrétien». C'est dans un esprit chrétien que l'on doit retrouver le principe unificateur essentiel de l'Europe. Déjà en 1932, une rencontre internationale «Volta», qui s'est tenue à Rome, arriva à des conclusions plutôt mélancoliques sur l'unité européenne. Ceux qui assistèrent à cette rencontre des esprits les plus représentatifs de différents pays, sentirent le malaise profond d'une recherche si vaine et si tourmentée d'un principe unitaire de la vie européenne. L'Europe - disait-on - n'est pas une unité ethnique en raison de la nette différenciation des races qui la composent; elle n'est pas une unité géographique, car elle se présente comme la péninsule du continent asiatique; elle n'est pas une unité économique parce que ses barrières douanières, plus granitiques que la Grande Muraille de Chine, entravent les courants naturels de trafic; elle n'est pas une unité politique, car elle est divisée en trente-cinq Etats qui, à leur tour, adhèrent à diverses constellations politiques déjà hostiles; elle n'est pas une unité religieuse, car le christianisme est divisé en différentes confessions. Après des décennies et après la guerre fratricide, comment reprendre les fils de l'unité brisée? Selon le sénateur Gonella - tout en écartant des considérations prédominantes de nature politique et économique, il n'apparaît pas infondé de penser que, malgré toutes les différenciations abyssales, malgré les dissensions des églises chrétiennes avec l'Eglise de Rome, le principe chrétien est encore, comme il le fut aux origines et comme il continua à l'être pendant des siècles, le principe fondamental d'unification des civilisations européennes. Pourquoi? Parce qu'il est une bataille victorieuse contre tous les particularismes - qu'ils soient intérieurs, de l'esprit humain, qu'ils soient externes, des rivalités sociales. Dans cet esprit, la personnalité n'est pas noyée dans la masse, ni la masse broyée dans des unités infinitésimales indivisibles et incommunicables, car il est affirmé dans l'Evangile la socialité naturelle de l'homme et l'humanité tout aussi naturelle de la société.

La doctrine sociale chrétienne s'oppose au principe de la souveraineté illimitée.

Nous aspirons - a affirmé Gonella - à réaliser une nouvelle Europe Fédérale, à travers une association de souverainetés et donc une limitation de la souveraineté. Nous nous déclarons favorables à ces limitations de souveraineté qui ne sont pas imposées par la volonté arbitraire d'une autre nation, comme dans un traité de paix. Nous soutenons l'opportunité des autolimitations qui respectent le principe de la souveraineté. En outre, nous souhaitons des limitations qui ne soient pas unilatérales, comme celles des Etats satellites de l'Union soviétique, gouvernés par des proconsuls et régis par des Constitutions qui ont été ronéotypées à Moscou. Les limitations que nous désirons sont celles qui ont non pas le caractère de l'unilatéralité, mais bien celui de la réciprocité: on renonce à une portion de souveraineté nationale pour participer à une plus ample portion de souveraineté supranationale. On donne vie, avec cette aliénation partielle de souveraineté, à des Etats fédéraux et non à des Confédérations inefficaces d'Etats, c'est-à-dire à des Ligues illusoire des Nations. Gonella a conclu en rappelant que le premier devoir des Européens est de prendre conscience de ses propres devoirs. L'européisme veut le rapprochement des peuples, veut la fidélité à une tradition qui est historique dans le souvenir du travail en commun, qui est spirituelle dans la vie certaine de ces affinités chrétiennes qui représentent l'élément le plus précieux de notre histoire tourmentée et héroïque.

ALESSANDRO BAUSANI: «LES ARABES ET LA CIVILISATION EUROPEENNE»

Dans la dernière conférence de la session printanière, le discours s'est déplacé sur les aspects culturels du monde arabo-islamique et l'influence qu'ils eurent sur la formation de la civilisation européenne. Les cavaliers du désert galopant derrière les étendards du Prophète qui s'établirent, en quelques décennies à peine, sur une grande partie des côtes de la Méditerranée n'apportèrent pas seulement les étincelles des cimenteries et la loi du Coran. Un groupe d'érudits et de savants qui les suivaient firent de Bagdad à l'est et de Cordoue à l'ouest, des centres universitaires célèbres.

Le thème «Les Arabes et la civilisation européenne» a été traité par le Dr Alessandro Bausani, qui a tout d'abord tenu à préciser qu'il préfère, au terme «arabe», celui de «arabo-islamique», parce que quelques scientifiques et philosophes «arabes» étaient de race persane, iranienne ou turque. Donc le terme «arabe» serait restrictif et uniquement linguistique.

L'importance historique et philologique de l'étude de l'arabe est confirmée par la longue liste de mots passés, par osmose, de l'arabe à l'italien et aux autres langues européennes. Mais si cette liste est aride, l'examen de chaque mot, en particulier, révèle quels sont les domaines où notre tradition doit le plus au monde islamique: les sciences naturelles, la mathématique, la médecine.

Mais commençons par la littérature. C'est un fait bien connu des orientalistes que si les musulmans se jetèrent avidement et avec une grande capacité d'assimilation sur la philosophie, sur la médecine et sur les sciences traditionnelles de la culture grecque, ils restèrent singulièrement imperméables à toute compréhension d'une face de cette culture c'est-à-dire la littérature classique. Pour eux, Homère n'est qu'un vague nom exotique à peine évoqué dans la tradition arabo-islamique. On a voulu expliquer cette fermeture surtout par des motifs religieux: trop imprégnés de mythe auraient été, en effet, les «contes» grecs pour l'irréductible monothéisme sémitique.

Diversement, donc, de ce qui se passa pour la philosophie et pour les sciences, le monde culturel arabo-islamique ne contribua en aucune façon, dans le domaine de la littérature, à la transmission de l'héritage grec en Occident. Par contre, il fut médiateur vers l'Europe de tout un matériel légendaire et fabuliste, la plupart du temps gnomico-sentencieux, ou purement fantaisiste ou de trame semi-historique, venu de l'Inde en Perse. La présence incontestable de poètes arabes à la cour des rois normands peut faire penser à une influence arabe sur la naissance de la poésie sicilienne. Si ces thèses devaient être confirmées, chacun pourra voir la signification spirituelle énorme que cette contribution arabe aurait eu pour l'essor d'un aspect fondamental de la civilisation européenne.

Quand on sort du Moyen Age, les influences littéraires se font plus conscientes,

mais moins profondes et moins vitales. C'est le cas des «Mille et une nuits». Une oeuvre qui conflua avec le grand fleuve du Romantisme.

Certes, c'est dans le domaine scientifique - peut-être - qu'a été plus substantielle l'influence arabo-islamique sur notre culture européenne. Si l'essence de la science moderne est le goût et la conception même d'«expériences» devant la classification abstraite et aprioriste de la science moyenâgeuse, si les fondements de la pensée physico-mathématique moderne sont la notation positionnelle et la possibilité d'une algèbre indépendante de la géométrie hellénique abstraite et intellectualiste, on peut bien dire, alors, que nous, les Européens, devons à la culture arabo-islamique les fondements mêmes de notre civilisation scientifique. La caractéristique de la science arabe est, d'une part, et par imitation des modèles grecs, d'une certaine schématicité abstraite et de l'autre, elle est, justement, le sens pratique, tellement antigrec. On a souvent affirmé que l'astronomie arabe était née de l'exigence de savoir avec précision le calcul des nouvelles lunes, ou le temps des prières, que la géographie naît des longs voyages, rendus indispensables aux croyants par l'obligation du pèlerinage à La Mecque, que la science grammaticale naît du besoin d'une lecture exacte du Coran. Ceci est vrai pour une bonne part; et l'on pourrait ajouter, ce sens pratique est, d'une façon plus générale, une conséquence de l'anti-intellectualisme typique des grandes lignes théologiques volontaristes islamiques.

Il est un fait, cependant, qu'un Rhazès (mort en 925), le plus grand clinicien de l'Islam, influença pendant cinq siècles la science médicale occidentale, qu'un Avanzoar (mort en 1162) fit une nette distinction, pour la première fois, entre la chirurgie, la médecine et la pharmacologie, distinction que l'Europe moyenâgeuse n'accepta que bien longtemps après. A la même époque, les grands oculistes musulmans écrivaient des ouvrages qui n'auront leur équivalent en Europe qu'au XVIII^e siècle. Des scientifiques arabes auraient découvert, plusieurs siècles avant les Européens, la circulation

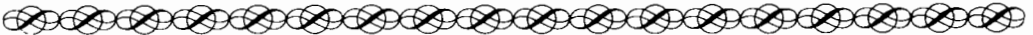
pulmonaire du sang. Au IX^e siècle, les astronomes qui vivaient à l'ombre du munificient calife abbasside Al-Namun, effectuaient la mesure de l'arc de méridien.

Il ne s'agit là que d'un ensemble d'aperçus exemplificateurs de certaines lignes de directions de l'influence passée arabo-islamique sur la civilisation européenne. Certes, l'Islam moderne dit bien peu à notre culture européenne qui, il est étrange de le constater, est toujours prête, par contre, à absorber des voix et des rappels du monde spirituel de l'Inde et de l'Extrême-Orient.

ANALYSE DE L'ESPRIT EUROPE

Le cycle de conférences n'est pas terminé; il reprendra en automne avec d'autres interventions qui chercheront à compléter le tableau de cette étude. Mais déjà il apparaît évident un premier élément à ces analyses initiales de Gerbore, de Paratore, de Bianchi, de Gonella et de Bausani - et nous les prions de nous excuser si ces brèves synthèses n'ont pas reflété fidèlement leur pensée. Le ciment de l'Europe, l'«Esprit de l'Europe» ou mieux, comme l'a défini Gonella dans son ouvrage intitulé «L'Esprit européen», un volume qui démontre avant tout l'ancienneté européenne de l'écrivain et qui remonte aux années trente, ce ciment, disions-nous, ne doit pas être recherché dans des affinités raciales, géographiques, linguistiques ou, pire, économique, mais sur le plan culturel et spirituel. Certes, pour ce qui concerne l'unité dérivant du christianisme, il faut encore affronter le chapitre douloureux de la Réforme. Mais, à cet égard, il faut également rappeler l'épisode encourageant de l'embrassade de Canterbury; même s'il faudra encore beaucoup de temps pour un retour à l'unité, il est certain que l'élément unificateur européen doit être cherché sur le plan de la culture et de l'affinité intellectuelle

M. C.



Pour contester Yalta Sous un seul drapeau

de Sergio Maria Pisana
Conseiller central du Parti Fédéraliste Européen

Dans le numéro d'avril du «Bulletin Européen», j'ai présenté «L'Appel pour la Paix» récemment adopté par la Direction italienne du Parti Fédéraliste Européen, tout en mettant en évidence les attitudes polémiques envers ceux que l'on appelle les pacifistes et envers ceux qui affrontent le problème de la paix avec des discours moralistes. Par contre, la forme de «l'Appel» est politique: le Parti Fédéraliste se déclare convaincu que pour affronter ce problème avec des chances de succès, il faut, tout d'abord, que se réalise l'unité de l'Europe, sans laquelle les prises de position des forces politiques et des organes officiels de l'Etat italien - incapable, pour une question de dimension, comme les autres Etats européens, d'influencer efficacement la situation, d'où la menace à la paix - sont inutiles et velléitaires.

Et comme les grandes phrases (et les grandes marches) que l'on fait maintenant sur la paix ont été occasionnées par la dispute «missiles-oui/missiles-non», le document se réfère à cette dispute, mais ne s'y laisse pas entraîner. «La paix, en Europe, ne se sauve, aujourd'hui, ni avec le renforcement militaire d'un bloc (c'est-à-dire, pour l'Italie, avec l'installation de nouveaux missiles américains), ni avec l'acceptation passive d'un état chronique de faiblesse à l'égard de l'autre bloc (c'est-à-dire, pour l'Italie, en refusant les missiles américains). Elle se sauvera en démantelant les blocs imposés par le Diktat de Yalta, dont le main-

tien a été brutalement rappelé dernièrement par l'U.R.S.S.; mais, dans une certaine mesure, les U.S.A., eux aussi, sont intéressés». Quiconque, en effet, s'oppose, toujours pour sauver la paix, à l'installation des missiles américains, fait le jeu de l'U.R.S.S.; quiconque la soutient et l'accepte, fait le jeu des U.S.A.: on n'échappe pas à cette logique.

SEULS LES CHINOIS CONTESTENT YALTA

La question des missiles est comprise dans la logique de Yalta qui est la logique de «celui qui n'est pas avec moi est contre moi». Il n'existe pas de solution européenne du problème des nouveaux missiles, et les fédéralistes européens ne peuvent donc pas la suggérer. Mais le problème n'existerait pas si le système de Yalta prenait fin.

Aujourd'hui, il n'y a que la Chine qui conteste ouvertement Yalta; et ce n'est pas un hasard si les plus hauts dirigeants chinois ne négligent aucune occasion pour exhorter les Européens à l'unité. Dans leur sagesse millénaire, les Chinois savent que ce n'est qu'en étant fort que l'on peut refuser la protection (lire: le protectorat) étrangère, et ils savent que les Etats européens, divisés ou faibles, ne pourront pas contester, d'une façon crédible, le duopole de Yalta. En outre, à elle seule, la Chine ne suffit pas

-pour de multiples raisons qu'il est inutile d'exposer ici - à modifier l'ordre impérialiste établi sur les rives de la mer Noire. La seule existence de l'Europe, par contre, comme unité politique, comporterait, comme par enchantement, la fin irrémédiable de cet ordre bipolaire. C'est ce que savent les Chinois; c'est la raison pour laquelle ils cherchent à faciliter le processus unitaire européen. Il ne serait pas possible, pour les deux superpuissances, américaine et soviétique, d'ignorer l'existence d'un Etat de la force et du prestige de l'Europe, qui incarne la partie la plus civilisée et la plus évoluée du monde. Yalta serait automatiquement écrasé et tomberait la prétention des U.s.a. et de l'U.r.s.s. (attention, prétention qui n'est pas le fruit de la méchanceté des dirigeants américains et soviétiques, mais du vide de pouvoir qui a commencé après la fin de la Seconde Guerre mondiale) de détenir la suprématie, chacun sur la moitié du globe. Ceci déterminerait un relâchement général de la tension qui, au cours des millénaires, a toujours caractérisé les situations bipolaires: Rome et Carthage en sont un exemple. Ceci revient, alors, à dire que refuser l'installation des missiles américains ne signifierait aucunement céder vis-à-vis de l'U.r.s.s. Mais, du reste, il ne se poserait même pas la question, parce que le problème des missiles n'existe pas, car nous avons deux blocs militaires avec, au milieu, une Europe impuissante et divisée. En somme, nous nous trouvons en face du chat qui se mord la queue; et pour rompre ce cercle vicieux, il n'y a rien d'autre à faire que de reconstruire l'unité européenne.

Bon nombre de personnes ne se sont pas rendu compte de tout ceci, pas même les fédéralistes européens. Et, à ce point, le discours pourrait devenir très long. Le processus d'unification européenne commença, comme on le sait, sous la poussée du plan Marshall, c'est-à-dire sous l'impulsion américaine. La Communauté Européenne de Défense avait été imaginée pour permettre le réarmement de l'Allemagne occidentale; en somme, l'élan unitaire se présenta, au début, comme un phénomène régional intéressant une zone du domaine occidental ou atlantique, et visant même à renforcer ce domaine. Les champions de ce processus étaient tous

foncièrement en faveur de l'atlantisme: De Gasperi, Adenauer, Schumann, Spaak. Les partis favorables aux Soviets entravaient ce processus. Et les cadres fédéralistes se ressentent de cette situation, que l'européisme officiel et gouvernemental (et nous savons combien il est creux) a toujours cherché à consolider. Tous les présidents du Conseil nouvellement nommés ont toujours affirmé solennellement, en se présentant devant les Chambres, que leur pays resterait fidèle au choix atlantique et européen, et ont mis l'accent plutôt sur le premier adjectif que sur le second, qui est considérée presque comme la désignation d'un épiphénomène. Ceci a déterminé - entre parenthèses - le faible enthousiasme européen de nombreux jeunes qui ne sentaient pas la vocation d'être pour l'atlantisme et les gouvernements.

Ceci n'était pas, en vérité, dans les intentions des pères du Fédéralisme européen - voir le Manifeste de Ventotene - mais les réalisations pratiques de l'européisme officiel - concrètement les Communautés européennes - ont eu plus d'influence que la pensée rigoureusement fédéraliste, plutôt critique vis-à-vis de ces réalisations. C'est ainsi qu'est née et que persiste l'équivoque qu'atlantisme et unité européenne vont de pair par un phénomène naturel.

CHOIX ATLANTIQUE OU CHOIX UNITAIRE?

Il faut proclamer, à haute et forte voix, que pour l'Europe, le choix atlantique est un fait stratégique occasionnel et contingent, tandis que le choix unitaire européen est un choix du destin, essentiel à l'être européen, inhérent à sa civilisation. L'Europe unie pourra être également atlantique (l'auteur de cet article préférerait qu'elle ne soit qu'européenne), mais à la suite de son choix libre et non parce qu'il lui a été imposé par un diktat. Et, du reste, si un jour, les pays européens de l'Est venaient faire partie de l'Europe fédérée, l'Europe ne pourrait être qu'européenne.

Il ne faut pas qu'il y ait de sous-entendus dans ce discours. L'équidistance entre les U.s.a. et l'U.r.s.s., qui a été réprouvée par certains lors de l'Appel de la

Fédération italienne du Parti Fédéraliste Européen, et qui constitue incontestablement une nouveauté par rapport à l'attitude traditionnelle du Parti, ne pourrait être considérée comme de l'indifférence par rapport à l'antithèse démocratie-totalitarisme. De par sa nature, Fédéralisme signifie démocratie, et c'est même une forme avancée de démocratie, parce qu'elle s'efforce de garantir la participation à la vie publique non seulement des individus, mais également des communautés au sein desquelles le peuple s'est organisé (ethniques, culturelles, productives). La sauvegarde des options fondamentales de liberté et la garantie des droits humains sont ouvertement revendiquées dans les dernières lignes du document. Cette équidistance comporte la reconnaissance que Yalta n'est pas la fille d'une seule mère, que le statu quo établi à Yalta arrangeait les U.s.a. tout autant que l'U.r.s.s., parce qu'il garantissait l'hégémonie de ces deux puissances; enfin, il faut comprendre le jeu des parties et la communauté substantielle d'intérêts entre les deux et cesser de jouer aux serfs stupides. Ceux qui n'ont pas compris cela, même s'ils affichent des idées de fédéralistes européens, sont plongés jusqu'au cou dans la logique de Yalta.

Une preuve? La réaction, totalement différente, que bon nombre de fédéralistes européens ont manifesté devant les événements de Pologne et de Turquie. Que l'on prenne garde: en Pologne, l'état de siège a conduit un régime militaire à supplanter un régime à parti unique, mais toujours totalitaire, même si, au cours de ces derniers jours, il y a eu une lueur de libéralisation. En Turquie, le coup d'Etat a balayé le système démocratique pour le remplacer par une dictature militaire. Tout compte fait, les événements de Turquie sont plus graves que ceux de Pologne. Et pourtant, l'auteur de cet article a eu toutes les peines du monde à faire approuver à Mülhausen, en décembre dernier, par le Conseil européen du Parti Fédéraliste Européen, une motion de condamnation à l'encontre du coup de main militaire turc, «car la dictature militaire turque n'est pas moins odieuse du fait qu'elle est favorable à l'atlantisme». Pourquoi ce manque d'émotivité devant le *golpe* turc et

les hauts cris levés à l'occasion des événements de Pologne? Uniquement parce que, comme d'aucuns ont tenté de l'expliquer, la Turquie est considérée comme plus éloignée, pour des motifs religieux, également; tandis que la Pologne, en raison de la tragédie de la dernière guerre aussi, est plus proche du coeur des Européens? L'explication est de nature trop romantique pour être entièrement vraie. Je pense que la diversité de comportement dépend de la logique de Yalta, qui conditionne également nos réflexes. Comme le coup d'Etat en Turquie a freiné le glissement de ce pays dans le camp communiste et l'a ancré solidement au camp occidental, il a été accueilli par ce dernier avec une complaisance substantielle, à part quelques tièdes déplorations officielles prononcées pour sauver la face (la Communauté européenne n'a même pas adopté de sanctions contre le gouvernement militaire turc!). L'étreinte en Pologne qui a interrompu un incontestable mouvement de rapprochement de ce pays vers le monde occidental et l'a remise à la place qui lui avait été attribuée à Yalta, a provoqué, dans les pays occidentaux des protestations véhémentes, des manifestations, des menaces de sanctions: le tout orchestré par une presse et une télévision qui reste sous l'esclavage du système de Yalta, même quand elles les contestent oralement.

C'est ce qui a été observé dans «L'Appel» quand l'on déclare que les partis nationaux ne discutent pas la situation substantielle de vassalité de l'Europe, qu'elle soit occidentale ou orientale, et qu'ils «font semblant de croire dans la souveraineté nationale des pays de leur propre bloc, en manipulant chaque fait qui démentit, dans l'autre camp, avec éclat la survivance de ce mythe. Ce n'est que l'appartenance d'un pays à l'un ou à l'autre bloc qui justifie ces protestations et ces clameurs qu'ils élèvent chaque fois (exemple la Pologne) et le silence qu'ils gardent parfois (exemple la Turquie)».

UNE MINE LANCEE DANS LE CAMP ADVERSE

Mais il y a un dernier point, dans «L'Appel» de Rome du Parti Fédéraliste Européen, qui mérite d'être mis en évidence

et il m'est agréable de le faire dans ces pages mêmes où Giuseppe Violi se demandait, en juillet dernier, avec quelle méthode, valable pour les peuples de l'Est et de l'Ouest, peut-on réaliser l'idée d'une société européenne qui comprenne tout le continent. Dacirio Ghizzi Ghidorzi se demandait, dans le numéro d'octobre de cette «tribune», s'il s'agissait d'un défi lancé par Violi au Parti Fédéraliste Européen sur le plan programmatique. Je dirais que s'il s'est agi d'un défi, le Parti l'a relevé et avec le document de Rome, justement. «L'unité fédérale doit être recherchée, pour l'instant, là où cela est actuellement possible et là où a déjà été commencé un processus, même lent, de repenser depuis la base à la construction européenne, en évitant la méthode fonctionnaliste et bureaucratique suivie jusqu'ici, et en confiant au Parlement européen, élu au suffrage universel - mieux encore, à une Assemblée constituante élue sur une base régionale - la tâche, désormais urgente et que l'on ne peut plus retarder, de préparer et d'approuver une constitution fédérale, qui soit l'acte de naissance des Etats-Unis d'Europe. Ce premier noyau fédéral se présenterait comme un irrésistible appel pour tous les peuples européens et serait en mesure de contribuer à la libéralisation du système des pays européens de l'Est: l'avenir indiquera, du reste, les formes possibles de coexistence dans le même cadre fédéral, d'Etats de régime social et économique différent, à l'exception des options fondamentales de liberté et la garantie des droits humains».

Il n'est certes pas facile de prédire le futur, surtout pour un parti politique qui doit être immergé dans le présent. Mais si -comme le souligne Violi dans sa réponse - la Fédération n'est, après tout, qu'un simple tableau juridique institutionnel, je peux, à mon tour, poser une question: n'est-il pas possible, à l'avenir, de trouver le mode de faire vivre ensemble, dans le même milieu fédéral, des Etats membres de régime économique différent? Car, tout compte fait, aucun Etat n'incarne un régime économique à l'état pur, et des régimes nominalement opposés, en théorie, sont sou-

vent plus proches qu'on ne pourrait le croire à première vue. Il ne pourrait donc pas se réaliser, à travers la coexistence d'économies différentes dans le même système politique, la synthèse souhaitée de principes antithétiques grâce, peut-être, à une osmose qui donne à tous plus de liberté et plus de justice sociale? Ce sont là des questions de politique-fiction, peut-être. Mais il vaut la peine de se les poser dès maintenant, afin que l'étude procède et rende la réalité possible.

DE BREST A BUDAPEST, DE PALERME A DANTZIG

Si quelqu'un pense encore, après ce que nous venons de dire, que le fait d'avoir pris ses distances de l'atlantisme équivaut, pour le Parti Fédéraliste Européen d'Italie, à cligner de l'oeil aux régimes de l'Est, qu'il réfléchisse un instant: les déclarations invétérées de fidélité atlantique qui ne gênent nullement l'U.r.s.s. parce qu'elles correspondent au modèle de Yalta, valent-elles plus que cette mine flottante lancée dans le camp adverse, qui bouleverse le modèle de Yalta et fait entrevoir à nos frères européens de l'Est la possibilité d'un destin commun avec ceux de l'Ouest?

«Le Parti Fédéraliste Européen se bat, dans toute l'Europe, pour cet objectif; en participant aux compétitions électorales, il demande aux citoyens de pouvoir être présent dans tous les sièges où se déroule, et où pourrait se dérouler, la lutte pour l'unité de l'Europe. Le Parti lance aujourd'hui, depuis Rome, un appel à tous les Italiens amants de la paix, afin que leur engagement ne s'épuise pas en de stériles manifestations génériques, mais qu'ils coagulent leurs propres énergies autour de l'unique moyen concret pour construire la paix, ici et tout de suite: la Fédération européenne. Parce que Yalta ne pourra être effacé et le spectre de la guerre exorcisé que lorsque flottera un seul drapeau de Brest à Budapest et de Palerme à Dantzig, sur l'Europe une, libre, forte et finalement maîtresse de son destin».

S. M. P.



UNE ERREUR DE PERSPECTIVE

de Riccardo Scarpa

J'ai l'impression que les Européistes se trompent actuellement d'objective.

Depuis l'élection de l'Assemblée parlementaire au suffrage direct, chaque personne qui désire se battre pour l'unité de l'Europe, des Fédéralistes les plus convaincus aux diplomates aux positions plus modérées, insiste pour accroître les pouvoirs de cette Assemblée.

L'intensité de la demande change, il y a des maximalistes et des modérés, mais l'objet de la demande reste toujours le même. On estime que, si l'Assemblée avait plus de poids au sein des institutions communautaires, elle aurait la possibilité de créer une Europe fédérée, car elle pourrait en être la constituante.

Ceux-ci se moquent en général des Communautés, et les accusent de ne savoir poursuivre qu'une politique du chou-fleur.

Les événements semblent, en effet, leur donner raison. Il suffit de penser au Conseil des Ministres européens convoqué pour discuter de la tragique question polonaise. Devant l'esclavage d'une noble nation européenne, cette assemblée n'a pas réagi. Mais en y réfléchissant bien, ce Conseil a toutefois fait, en réalité, ce qu'il était préposé à faire. Ceci représente cet épouvantable «néant».

En réalité, les Traités constitutifs ont créé certaines institutions supranationales et leur ont accordé des pouvoirs avec des caractéristiques souveraines. Mais ces pouvoirs ne concernent que les matières spécialement prévues par ces traités, telles que la sidérurgie, l'agriculture, l'économie plus en général, etc... Les Communautés gouvernent, en effet, dans ces matières. D'une façon souvent discutable, mais elles le font. La politique agricole pourra ne pas plaire, mais c'est une politique.

Accorder plus de pouvoirs à l'Assemblée signifie simplement donner plus de poids à cette institution par rapport aux autres dans les décisions sur la matière actuellement de compétence communautaire. Les Communautés suivent la politique du chou-fleur tellement méprisée et n'affrontent pas la crise polonaise, simplement parce que les traités leur donnent une compétence dans le domaine agricole et non pas, par exemple, dans celui de la défense, qui est le domaine clé pour obtenir une politique étrangère en mesure d'affronter des crises internationales. Revoir l'équilibre institutionnel au sein de la Communauté signifie donc se battre pour obtenir une Assemblée omnipotente, qui décide tout ... sur la politique du chou-fleur.

Voici le brillant résultat auquel peuvent conduire toutes les aspirations actuelles des européistes de différentes tendances!

POUR FEDERER L'EUROPE

A cette politique visant une cible nettement fautive, on ne peut opposer qu'une politique différente qui change d'objectif. Pour fédérer l'Europe il n'est pas tellement utile de revoir les rapports entre les institutions de la Communauté; mais plutôt d'attribuer d'autres compétences aux institutions supranationales dans leur ensemble. Parmi celles-ci il faut privilégier toutes celles qui représentent la base même de l'Etat, c'est-à-dire la bourse, c'est-à-dire la monnaie et l'épée, c'est-à-dire les forces armées. Il est nécessaire de créer une monnaie européenne et de repenser une Communauté européenne de défense.

Ces députés européens, tels que Spinelli, qui font tout ce qu'ils peuvent pour donner plus de pouvoir à l'Assemblée, que ont-ils fait pour éviter que la soi-disant seconde phase de l'édification du Système Monétaire Européen (c'est-à-dire la création d'un fonds en mesure d'intervenir sur les marchés pour sauvegarder le Système Monétaire Européen lui-même, et un embryon d'une banque centrale) ne soit enterrée!

Qui ose repenser la création d'une Communauté Européenne de Défense!

DONNER DE NOUVELLES COMPETENCES

Du point de vue théorique, le programme n'est pas compliqué: tout comme les Traités ont créé les Institutions supranationales et leur ont donné certaines compétences, de nouveaux Traités pourraient donner aux Institutions de nouvelles compétences? En réalité, il est toutefois facile de prévoir les résistances qu'on rencontrerait avec un tel programme. Les résistances de ces Institutions désormais consolidées, que sont les Etats nationaux.

En réalité, la fondation d'une Europe fédérée est, incontestablement, une révolution, car elle comporte un changement radical et profond des institutions politiques et des rapports de pouvoir.

Les révolutions ont toujours été l'ex-

plosion de mouvements sociaux mûrs et en cours depuis déjà pas mal de temps.

La glorieuse Révolution anglaise du XVII^e siècle naît de l'exigence de pouvoir de la bourgeoisie communale. La Révolution américaine voit comme protagonistes les colons, c'est-à-dire une vaste couche sociale d'hommes libres et entreprenants, conscients de leur force et décidés à s'auto-gouverner. La Révolution française a derrière elle le Tiers Etat. La Révolution du Risorgimento, la grande inachevée, se fonde sur les exigences d'une bourgeoisie cultivée qui trouve trop étroit le provincialisme des Etats régionaux.

Qu'est-ce qu'il y a derrière la Révolution européenne? Les sollicitations fédératives ne manquent certainement pas dans le vieux continent. La société industrielle est organisée en structures de production multinationales. Les problèmes des ouvriers anglais et italiens sont les mêmes, à commencer par le chômage et l'inflation. La naissance de la nouvelle force sociale constituée par ce que l'on appelle les cadres intermédiaires prend de l'importance dans toute l'Europe.

De toute façon, ces sollicitations n'expriment pas encore une conscience en mesure de pousser les couches sociales vers un élan révolutionnaire. Il faut créer cette conscience. Voici le problème fédéral: faire comprendre aux personnes, aux forces sociales que l'on vit dans une dimension européenne, ce qui explique la crise des institutions nationales qui ne peut être résolue qu'en atteignant un niveau institutionnel approprié. Lorsque cette conscience sera réelle, l'Europe sera fédérée. Avec les bonnes ou avec les mauvaises manières, les résistances des gouvernements nationaux seront, en effet, brisées. Au cours de l'histoire, aucune institution n'a jamais résisté à la demande consciente de forces sociales actives.

C'est en cela que consistent les Révolutions, qu'elles soient sanglantes ou non.

Il faut, en définitive, proposer une confrontation entre les forces sociales pour en stimuler la conscience. Il est nécessaire de diriger cette force de frappe vers un objectif institutionnel précis. Tel est le véritable problème.

R. S.

REFUGIES POLITIQUES ET CITOYENNETE EUROPEENNE

de G.A. Pordea

Ancien diplomate roumain et professeur universitaire,
Directeur des relations politiques de l'Organisation pour l'Union
européenne (Fondation pour l'Europe)

Lorsque fut signé, en 1976, l'Accord de Bruxelles sur l'élection au suffrage universel des membres du Parlement de l'Europe, le Président de l'Assemblée de Strasbourg avait proclamé la «naissance du citoyen européen».

Un nouveau droit de cité fut donc aussitôt octroyé, du moins prévu, au bénéfice de certains Européens; un droit supposé s'ajoutait, le moment venu, aux privilèges que confère à ceux-ci leur propre nationalité. Ce cumul virtuel ne manque pas de faire penser à ces autres Européens, fort nombreux, qui sont dépourvus, eux, de toute ressortissance: les réfugiés politiques.

La situation actuelle de l'Europe orientale étant, pour un temps indéterminé, «provisoirement stabilisée», il semblerait assez logique, en conséquence, que la fraction institutionnalisée du Continent se charge de corriger l'asymétrie; en accordant notamment la citoyenneté européenne aux Européens sans nationalité établis dans les pays membres de la Communauté.

Juridiquement, rien ne paraît s'y opposer. La citoyenneté européenne se substituerait en fait à la protection accordée par chaque pays d'accueil; au besoin, elle se verrait renforcée par celle-ci. Cette protection étatique repose fondamentalement sur un instrument international - la Convention de Genève de 1951 - tout en émanant simultanément, et l'on pourrait dire essentiellement, de l'ONU, à travers l'Organisation Internationale des Réfugiés. Elle ne comprend d'ailleurs aucun des droits de caractère strictement national, liés à la souveraineté, car se limitant à établir une identité personnelle, à légaliser une domiciliation et des situations inhérentes à

l'existence physique et sociale de l'être humain, tels les déplacements, le travail, la vie familiale.

Du point de vue politique, l'exil des Européens de l'Est est fondé - est-il besoin de le rappeler? - sur une revendication ayant trait à la dignité de la personne humaine, impliquant l'exercice effectif des droits et des libertés élémentaires. Mais, le choix dont il s'agit - le choix de l'expatriation - est paradoxalement conforme à l'option théorique des gouvernements des pays d'origine des réfugiés, signataires sans exception et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki. La récente impasse des travaux de Madrid n'a fait que confirmer, une fois de plus, la légitimité de la dénonciation des rigueurs excessives déterminées par l'hégémonie soviétique en Europe orientale.

Sur ces bases, une modalité appropriée ne devrait pas être exclue, qui parviendrait peut-être à créer l'«Europe des citoyens», mentionnée naguère expressément par M. Léo Tindemans dans son Rapport sur l'Union européenne.

Certes l'entreprise communautaire a à faire face à des problèmes autrement graves (monétaire, énergétique, agricole, etc.) et l'actuel bilan de son vingt-cinquième anniversaire est passablement nuancé. Néanmoins, en tentant de légaliser *sur le plan européen* l'indéniable appartenance géographique et culturelle à l'Europe, des Européens de l'Est qui vivent en Europe de l'Ouest, on soulignerait - opportunément, croit-on, dans la conjoncture mondiale présente - la correspondance organique entre les deux moitiés du Continent; tout en affirmant une solidarité trop longtemps et fon-

cièrement négligée, de même que cet «esprit européen» élargi, sans lequel la construction de l'Europe demeure incertaine.

L'éventuel octroi de la citoyenneté européenne aux réfugiés politiques entraînerait-il un quelconque allègement des

régimes despotiques installés à l'Est? C'est fort peu probable. Mais le «devoir d'humanité» observé ainsi à l'égard des plus éprouvés des Européens ne manquerait pas de s'inscrire - d'autant plus - au bénéfice de l'Europe tout court.

G.A. P.

UNE SOCIÉTÉ DE TROISIÈME TYPE: UN AUTRE REGARD

de Gerard Pince

(Président de la Fondation pour l'Europe)

Le poids de l'économie est tel, que tout projet de société cherche, d'abord, à se définir par rapport aux deux types d'économie qui se partagent le monde. Dans ces conditions, la recherche d'une troisième voie conduit irrésistiblement vers le juste milieu, vers une sorte de compromis plus où moins bâtard entre les sociétés d'économie libérale et collectiviste. La «nouvelle société», le «nouveau contrat social», «l'économie libérale avancée», la «social-démocratie», sont ainsi les derniers avatars d'une pensée qui ne parvient pas à s'arracher à la domination exercée par les modèles économiques et sociaux hérités du siècle passé.

Pourtant tout homme porte en lui la vision d'une terre promise et je doute que cette vision se réduise aux rapports sociaux, à l'entreprise ou à l'exégèse du produit national brut. En revanche, le murmure d'une source, le bonheur paisible des chalets, le rire clair des enfants, la douceur des villages ou toute autre image, même furtive suffit à faire sourdre en nous, avec une force invincible, la soif ardente d'un monde nouveau. Ce monde existe, à portée de notre volonté. Mais nous passerons au large, et il n'en restera qu'une illumination fugitive, tant que nous ne saurons pas nous servir de notre troisième oeil, celui qui décape, celui qui déchire, celui qui pose un autre regard sur le monde qui nous environne.

Une société de troisième type est d'abord une société de spiritualité où le

pouvoir se réfère constamment à un idéal éthique et à une échelle de valeurs qui place le bien avant le beau et le beau avant l'utile. Dans une telle société, au-dessus de la sphère économique qui représente l'utile, il existe des sphères d'activités consacrées au bien et au beau. Les personnes et les groupes qui participent à ces activités éthiques ou esthétiques sont récompensées par des dons, des titres ou des droits spécifiques en proportion des services rendus. La société de troisième type apparaît ainsi tridimensionnelle puisqu'elle développe deux nouveaux espaces sociaux, et puisqu'elle garantit leur indépendance en introduisant une économie de don ou de récompense. Ce faisant, elle abolit le monopole arrogant de l'argent et elle rétablit la hiérarchie des valeurs en affermissant la prépondérance des finalités supérieures.

C'est aussi une société personnalisée. Alors que les sociétés bureaucratiques transforment l'individu en matricule pour mieux l'assujettir à leurs règlements, une société de troisième type s'adapte à la diversité de la personne humaine et se tient à l'écoute des groupements naturels tels que la famille, le village ou le pays. En effet, l'entreprise ou le syndicat, dont on nous rabâche les vertus, ne prennent en compte qu'une seule dimension de l'homme et agissent d'une manière réductionniste. Il convient donc de favoriser les groupements naturels qui assument la personne humaine dans sa totalité.

C'est, évidemment, une société décentralisée où l'Etat au lieu de concentrer les pouvoirs administratifs, se décharge sur les collectivités de base des fonctions qu'il exerce imparfaitement. Par exemple, c'est au niveau des familles ou des paroisses que peut le mieux se réaliser la solidarité entre riches et pauvres et entre les générations. Le «welfare state» avec son énorme appareil de sécurité sociale n'a pas obtenu les résultats qu'on en espérait. Jamais on n'a distribué autant d'argent et jamais les pauvretés psychologiques n'ont été aussi aiguës. La situation des vieillards s'est incontestablement détériorée par rapport à ce qu'elle était au 19^e siècle. Une société matérialiste parce qu'elle ne croit qu'en l'argent, s'imagine pouvoir tout résoudre par l'argent. Plus l'Etat distribue d'argent, plus il déresponsabilise les groupes de base, plus il aggrave la situation psychologique et morale de ceux qu'il prétend aider. Une politique familiale intelligente préservant la ruralité des situations et encourageant les associations bien-faisantes serait, à cet égard, plus utile et moins onéreuse pour le budget de l'Etat.

C'est une société d'authenticité, car le retour aux sources et l'enracinement sont les meilleurs moyens de résister à la massification, à l'aliénation, et aux autres formes de conditionnements. La société de 3^e type s'oppose ainsi au cosmopolitisme distillé par les impérialismes de l'Ouest et de l'Est qui s'efforcent de recouvrir le monde d'une sous-culture unitaire, afin de transformer

les hommes en consommateurs standardisés ou en perroquets marxistes. La renaissance et la diversité des cultures, des langues et des traditions s'avèrent indispensables à l'indépendance des nations et à la liberté des peuples conformément aux perspectives ouvertes par le nouvel ordre culturel mondial.

C'est, enfin, une société d'unité, car la spiritualité qui irrigue ses différentes composantes, en assure l'unité dans la diversité. Inversement, les sociétés actuelles craignent la diversité parce qu'étant dépourvues de tout contenu éthique, elles ne peuvent maintenir leur cohésion qu'en laminant les différences et en exaltant l'identique et le monotone.

La spiritualité est le plus puissant facteur d'unification politique comme l'attestent historiquement la chrétienté médiévale et l'islam des premiers temps. Les hommes qui prennent conscience de leur fraternité spirituelle tendent à réaliser leur unité. De même les peuples et les états qui s'allient avec le spirituel font nécessairement alliance entre eux. Allégoriquement, cette alliance ressemble à une arche dont les différents peuples constituent les piliers et dont le spirituel forme la voûte. Ainsi conçue l'arche d'alliance pourrait redevenir le mythe fondateur des sociétés de 3^e type et des civilisations spiritualistes qui vont éclore autour du bassin méditerranéen dans les prochaines décennies.

G. P.

FICHES EUROPEENNES

L'OPINION PUBLIQUE ET L'EUROPE

Des instituts spécialisés de tous les pays de la Communauté organisent, depuis 1973, deux fois par an, pour le compte de la Commission européenne, un vaste sondage d'opinion sur l'Europe, sur les Européens et sur ce qu'ils pensent au sujet de certaines questions telles que leur futur, la situation économique et politique, les changements à apporter à la société, etc... Au cours de la période entre le 8 octobre et le 20 novembre 1981, 9912 Européens, choisis dans 1150 points répartis dans 126 régions, ont été personnellement interrogés, chez eux, par des spécialistes qui ont travaillé en suivant des normes rigoureuses.

LES EUROPEENS ET LA SOCIETE: SYNTHESE D'UN PORTRAIT

Le sondage nous donne un «instantané» des Européens, de leurs jugements sur la situation en automne 1981. Un instantané qui s'anime et devient un film lorsqu'on le compare à l'image qui ressort des enquêtes précédentes. En voici les principaux éléments.

- Tout d'abord les Européens sont plutôt pessimistes quant à leur avenir. Un pourcentage allant de 8 à 25 pour cent s'attendait à une année 1982 meilleure que l'année précédente, 38 pour cent moins bonne, 36 pour cent prévoyait des difficultés économiques, 50 pour cent des agitations et des litiges internationaux; 44 pour cent prévoyait une augmentation des conflits sociaux et 64 pour cent un accroissement du chômage. Ce pessimisme trouve des justifications objectives dans la situation actuelle et dans l'image qu'en donnent la presse et la télévision. Il s'est, toutefois, atténué par rapport aux opinions recueillies à la fin de 1980. En Belgique et aux Pays-Bas, ce pessimisme est particulièrement répandu, alors qu'en France et surtout en Grèce, il est plus contenu: au moment de cette enquête la majorité politique venait de changer de couleur en France et allait changer en Grèce, suscitant des espoirs qui n'étaient pas évidents dans les sondages précédents. Pour le reste, dans chaque pays, optimisme et pessimisme s'équilibrent plus ou moins dans les différentes catégories de la population, avec une seule exception: les jeunes. En 1981, comme en 1980, ces derniers s'attendaient, en général, à une année meilleure (ceci est valable pour un tiers des jeunes au-dessus de 25 ans, par rapport à un cinquième des personnes au-dessus de 54 ans) et, en même temps, à une augmentation du chômage (prévision recueillie auprès des deux tiers des sujets âgés de moins de 25 ans et chez 59 pour cent des sujets ayant plus de 54 ans). Un paradoxe qui peut être expliqué par l'affrontement entre deux réalités: la confiance des jeunes dans le futur, et les difficultés concrètes pour trouver le premier emploi.

- Les Européens estiment-ils comme probable une nouvelle guerre mondiale au cours des dix prochaines années?

En 1971, c'est ce que pensait 12 pour cent d'entre eux, à la fin de 1980, 34 pour cent et à la fin de 1981, 24 pour cent. On constate cette diminution relative du pessimisme surtout en Italie, au Royaume-Uni et en France, alors que des idées plus sombres se manifestent au Luxembourg et en Allemagne; dans ce dernier pays et en Belgique, un tiers de la population craint une nouvelle guerre d'ici la fin de cette décennie.

- Les Européens sont-ils satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays?

La réponse est positive pour 49 pour cent des sujets interrogés, négative pour 43 pour cent. Ce résultat, bien qu'en régression par rapport à 1978, ne correspond toutefois pas à la moyenne des dix sondages réalisés entre 1973 et 1981. Mais parmi les différents pays de la Communauté, cette moyenne de neuf ans cache des divergences profondes. Les Allemands sont, en général, les plus satisfaits (74 pour cent de «oui»), suivis des Luxembourgeois et des Britanniques (53 pour cent pour ces derniers). Viennent, ensuite, les Belges (48 pour cent), les Français (44 pour cent) et les Italiens (19 pour cent).

- Quels sont les choix politiques concrets sur lesquels se rencontrent ou s'affrontent nos concitoyens?

Les sujets les plus cultivés et les plus informés sur les thèmes d'actualité, ceux qui sont qualifiés de «leaders», car ils discutent plus souvent de politique et essayent de convaincre les autres, démontrent, en général, un plus grand enthousiasme au sujet de l'aide au tiers monde et sont moins favorables à une plus grande sévérité à l'égard des terroristes (on peut penser que l'Etat dispose déjà des moyens nécessaires). Les candidats au Parlement européen, qui avaient été l'objet d'une enquête spécifique, avaient exprimé, en 1979, une tendance analogue.

- Les jeunes sont plus sensibles que les personnes âgées aux problèmes du tiers monde; ils sont, par contre, moins favorables à une augmentation de l'effort militaire et à une ag-

gravation des peines pour les terroristes; ils sont également moins favorables à l'énergie nucléaire.

- D'un point de vue idéologique, enfin, les sujets se déclarant de gauche sont plus sensibles aux problèmes du tiers monde, à la disparité des revenus et aux problèmes environnementaux, tandis que les sujets se déclarant de droite sont plus favorables à l'énergie nucléaire, aux mesures contre le terrorisme, à l'effort pour la défense. L'intervention de l'Etat dans l'économie et la question des nationalisations provoquent des réponses nettement moins homogènes de la part de ceux qui se considèrent de droite ou de gauche et les deux factions sont donc divisées entre le «pour» et le «contre».

VERS L'UNION EUROPEENNE?

La construction européenne ne pourra avancer qu'avec l'adhésion et le soutien actif de l'opinion publique. Quelles sont les positions des citoyens de la Communauté à ce propos?

- Les citoyens européens sont-ils favorables aux efforts accomplis pour unifier l'Europe occidentale?

Le résultat de ce sondage est indicatif: 74 pour cent sont pour (par rapport à 69 pour cent en avril et à 73 pour cent entre 1975 et 1980) et 13 pour cent sont contre (par rapport à 16 pour cent en avril et à 73 pour cent entre 1975 et 1980). Les partisans sont nettement en majorité dans tous les pays de la Communauté (83 pour cent de réponses au Luxembourg - un record - et 65 pour cent en Grèce, 64 pour cent au Royaume-Uni et 62 pour cent en Irlande), mais au Danemark, ils se sont que 43 pour cent par rapport aux 39 pour cent de «contraires». Le sexe et l'âge n'influencent pas particulièrement cette réponse à tendance positive.

- Les rapports entre les pays de la Communauté se renforceront-ils devant la crise?

Cette hypothèse est choisie par 33 pour cent des Européens, mais 30 pour cent d'entre eux s'en tiennent à l'hypothèse la plus favorable et 25 pour cent à la plus défavorable. On trouve la réponse positive surtout en Italie et aux Pays-Bas et elle prévaut sur la négative également en France, au Luxembourg, en Irlande, en Grèce et, de peu, en Allemagne. La réponse défavorable est choisie, par contre, par plus d'un tiers des Danois et des Britanniques.

- L'appartenance à la Communauté est-elle une bonne chose pour mon pays?

Cette question trouve 53 pour cent de réponses positives (57 pour cent en moyenne entre 1974 et 1980). Les jugements négatifs sont moins nombreux: 14 pour cent (13 pour cent entre 1974 et 1980, 17 pour cent en avril 1981). Les adversaires de la Communauté sont plus nombreux au Royaume-Uni (41 contre 27, tandis qu'entre 1974 et 1980, ils étaient, en moyenne, 36 contre 35 et 48 contre 24 en avril 1981).

- Les Européens très défavorables à la Communauté ne représentent que 9 pour cent de l'opinion, par rapport aux 33 pour cent de très favorables.

- Dans tous les pays membres, les sujets très favorables ont diminué depuis 1975, époque à laquelle ils représentaient 45 pour cent de l'opinion européenne. Cette évolution est probablement en relation avec la perception de plus en plus nette de la crise économique.

- En général l'attitude des citoyens vis-à-vis de la Communauté varie légèrement selon qu'ils se déclarent de droite ou de gauche.

L'exemple le plus évident de cette situation est celui de l'Italie. Cette attitude est, par contre, opposée en Grèce et au Danemark. Les partisans de la Communauté sont, par exemple, plus défavorables aux nationalisations et plus favorables à l'augmentation de l'aide au tiers monde; ils optent pour une meilleure protection de l'environnement et pour le développement de l'énergie nucléaire, deux thèmes qui ne sont pas nécessairement considérés comme contradictoires.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

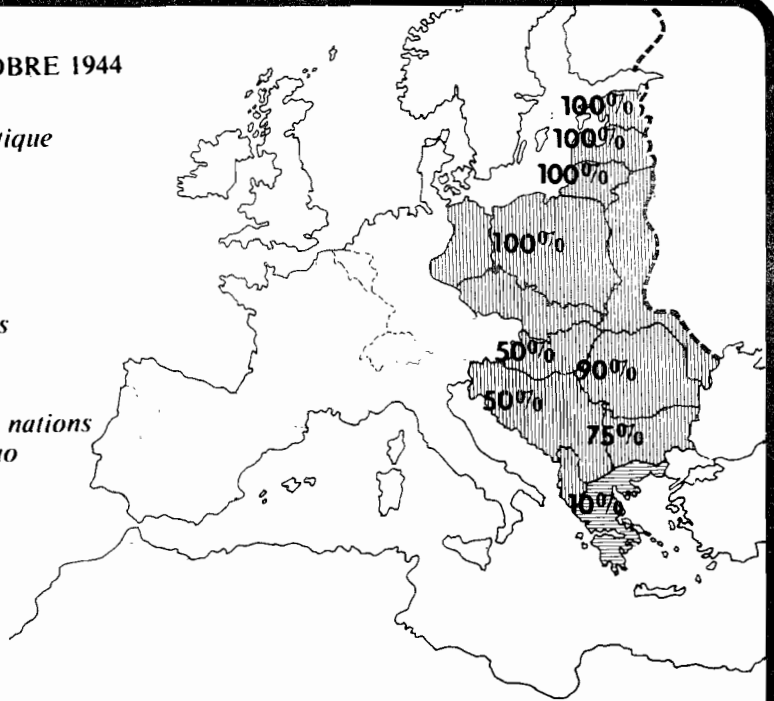
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>Manlio Contri: L'esprit européen</i>	1
<i>Sergio Maria Pisana: Sous un seul drapeau</i>	9
<i>Riccardo Scarpa: Une erreur de perspective</i>	13
<i>G.A. Pordea: Réfugiés politiques et citoyenneté européenne</i>	15
<i>Gerard Pince: Une société de troisième type: un autre regard</i>	16
<i>L'opinion publique et l'Europe</i>	17

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11